



PAS DE CALAIS HABITAT Office Public de l'Habitat

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 5 SEPTEMBRE 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame DUHEN,
Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

Excusés : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.
Monsieur MALFAIT.

FREVENT - Agence Rurale Ternois 7 Vallées Convention d'occupation
précaire d'un local municipal pour la tenue d'une permanence
décentralisée

Direction du territoire de béthune-bruay
Rapporteur : M. [REDACTED]

Dans le cadre de l'activité de l'Agence rurale Ternois – 7 Vallées, Pas-de-Calais habitat propose une permanence décentralisée bimensuelle sur la commune de Frévent.

I - OBJET

Par courrier en date du 05 juin 2025 (**annexe 1**), le Président du CCAS de la commune de Frévent a validé la mise en place d'une permanence décentralisée de Pas-de-Calais habitat au sein des locaux du CCAS. Cela se traduit par la mise à disposition d'un bureau, permettant de réaliser la permanence décentralisée bimensuelle, à destination de nos locataires, mais aussi des demandeurs de logements, afin d'apporter un soutien dans leurs démarches, dans le respect de la politique de l'Office en faveur des territoires.

II – CONVENTION D'OCCUPATION

Le CCAS de la commune de Frévent a proposé la mise à disposition d'un bureau de permanence au sein du CCAS. Ce bureau a été retenu pour ses espaces d'accueil et de travail, sa proximité et son accès pour nos locataires de la commune, mais aussi pour

faciliter tout échange avec les services communaux.

Ce bureau sera mis à disposition de Pas-de-Calais habitat à titre gratuit par le biais d'une Convention d'occupation précaire ci-annexée.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau:

- ✓ autorisent la mise en place de cette permanence décentralisée sur la commune de Frévent
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la convention d'occupation précaire relative à la mise à disposition du bureau de permanence au sein du CCAS sis 4, Place du marché à FREVENT et à la signer

Décision adoptée à l'unanimité

CONVENTION D'OCCUPATION **PRÉCAIRE**

Entre les soussignés :

D'une part,

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Commune de Frévent, département du Pas-de-Calais, dont le siège social est situé 4 Place du marché 62270 Frévent, identifiée sous le numéro SIREN n°266203611 et représentée par M. Johann DELARCHE, agissant en qualité de Président, dûment habilité,

ci-après dénommé « **le propriétaire** »,

Et, d'autre part,

PAS-DE-CALAIS HABITAT, Office Public de l'Habitat, Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est sis 4 Avenue des Droits de l'Homme — C.S. 20926 — 62022 ARRAS Cedex, identifié sous le numéro SIREN 344077672 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Monsieur Frédéric CARIDROIT, directeur du territoire Béthune - Bruay, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 9 avril 2024 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

ci-après dénommé « **l'occupant** »,

Le propriétaire et l'occupant étant désignés ensemble « **les parties** ».

Exposé préalable :

Les parties se sont rapprochées en vue de conclure une convention d'occupation tenant compte des circonstances particulières relatées ci-après légitimant le caractère précaire des droits de l'occupant voulu par les soussignés.

En effet, le Centre Communal d'Action Sociale de la commune de Frévent comporte un bureau de permanence faisant l'objet de la présente convention.

Pas-de-Calais habitat souhaite pouvoir exercer dans ce bureau de permanence son activité de service public en recevant les locataires/demandeurs de Frévent et de ses environs à l'occasion des permanences décentralisées de l'Agence rurale Ternois – 7 Vallées.

L'article L. 2111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques prévoit ce qui suit :

«Sous réserve de dispositions législatives spéciales, le domaine public d'une personne

publique mentionnée à l'article L. 1 est constitué des biens lui appartenant qui sont soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public pourvu qu'en ce cas ils fassent l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public».

La domanialité publique découle du cumul de deux critères : une propriété publique, et une affectation à l'usage direct du public ou à un service public, sous réserve d'un aménagement spécial à cet effet.

Dès lors, ce bureau de permanence faisant l'objet de la présente convention remplit les conditions fixées par le Code général de la propriété des personnes publiques, et fait donc partie du domaine public de la Commune.

A ce sujet, il résulte de l'alinéa premier de l'article L. 2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ce qui suit, littéralement transcrit :

« Nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 ou l'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous. [...] ».

En vertu de l'article L. 2122-2, alinéa 1er, du Code général de la propriété des personnes publiques, *« l'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire. »*

En vertu de l'article L. 2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, *« l'autorisation mentionnée à l'article L. 2122-1 présente un caractère précaire et révocable. »*

CECI PRECISÉ, il est passé à la convention objet des présentes :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Commune de Frévent consent à Pas-de-Calais habitat, qui accepte expressément, une convention d'occupation précaire du bien ci-après désigné.

Les parties reconnaissent que la convention étant établie à titre précaire, elles ne pourront pas se prévaloir du bénéfice du statut des baux commerciaux visé aux articles L. 145-1 et suivants et R. 145-1 et suivants du Code de commerce, ni à aucun autre statut spécifique.

ARTICLE 2 : Désignation des locaux mis à disposition

Les parties concluent, par la présente, une convention d'occupation précaire portant sur la mise à disposition d'un bureau de permanence au sein du CCAS sis à FREVENT, 4 Place du marché, comprenant un espace d'attente, un espace de travail et des commodités.

La parcelle sur laquelle se trouve le CCAS est reprise au cadastre section AC numéro 477 pour une contenance de 323 m².

ARTICLE 3 : Affectation du bien occupé

Le propriétaire concède la jouissance desdits locaux pour que l'occupant exerce l'activité de permanence pour les locataires, prospects et partenaires, les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois, de 14H00 à 16H30.

Le bureau est équipé d'un réseau internet par wifi. Le propriétaire s'engage à fournir gratuitement les codes d'accès à ce réseau WIFI afin que Pas-de-Calais habitat puisse en disposer dans le cadre de la tenue de ses permanences.

L'occupant ne pourra adjoindre à l'activité sus-désignée aucune autre activité, même connexe ou complémentaire.

ARTICLE 4 : Durée

La présente convention prendra effet à compter du 15 septembre 2025, et ce pour une durée d'un an, jusqu'au 15 septembre 2026, renouvelée par tacite reconduction, pour la même durée et aux mêmes conditions que celles qui ont été arrêtées lors de la signature de la convention.

En cours de convention, chacune des parties aura la possibilité de mettre fin à cette occupation en prévenant l'autre partie avec un préavis d'un (1) mois. Cette décision de mettre fin à l'occupation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par acte d'un commissaire de justice, et elle n'aura pas besoin d'être motivée et n'ouvrira aucun droit à indemnité pour quelque motif que ce soit.

En outre, il est précisé que la présente convention constituant l'expression définitive et complète de la volonté des parties, toute modification à la présente convention ne pourra être faite que par un avenant écrit, signé par les parties.

ARTICLE 5 : Indemnité d'occupation et provision pour charges

La présente convention d'occupation est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 6 : Clauses et conditions

L'occupation aura lieu sous les clauses et conditions suivantes :

1°) L'occupant prend les lieux dans l'état où ils se trouvent lors de l'entrée en jouissance.

Si l'occupant constate un dégât lors de son arrivée pour la tenue de sa permanence, il s'engage à avertir immédiatement le propriétaire des locaux.

2°) L'occupant devra respecter les locaux mis à disposition.

3°) Le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité dans les cas suivants :

a) en cas de vol, cambriolage ou autres cas délictueux et généralement de troubles apportés par des tiers par voie de fait.

b) en cas d'interruption dans le service des installations des locaux, étant précisé ici qu'il s'agit des eaux, du gaz, de l'électricité et de tous autres services provenant soit du fait de l'administration qui en dispose, soit de travaux, accidents ou réparations, soit de gelée, soit de tous autres cas de force majeure.

c) en cas d'accident pouvant survenir du fait de l'installation desdits services dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle des cas ci-dessus et généralement de tous autres cas fortuits et imprévus, sauf son recours contre qui de droit, en dehors du propriétaire.

4°) L'occupant devra faire son affaire personnelle de divers préjudices qui lui seraient causés dans les cas ci-dessus énoncés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, sauf son recours contre qui de droit, la responsabilité du propriétaire de l'immeuble ne pouvant en aucun cas être recherchée.

5°) L'occupant s'engage à respecter en toutes circonstances les lois et règlements relatifs à l'occupation des lieux et à l'activité qu'il exerce.

6°) L'occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvables contre l'incendie, les risques de son activité, les recours des voisins, les dégâts des eaux, les explosions de gaz, les bris de glace et généralement, tout risque quelconque susceptible de causer des dommages à l'immeuble ou à ses objets mobiliers, aux matériel ou aux marchandises. Il devra maintenir et renouveler ces assurances pendant toute la durée de son occupation, acquitter régulièrement les primes et cotisations et en justifier à toute réquisition du propriétaire.

7°) Le bénéfice des droits résultant de la présente convention est incessible, l'occupant devra donc occuper personnellement les lieux, notamment, l'occupant ne pourra sous-louer, en tout ou partie, les locaux mis à disposition, ni en concéder gratuitement la jouissance à un tiers, sans le consentement exprès, écrit et préalable du propriétaire.

8°) Le propriétaire s'engage à donner accès aux lieux mis à disposition.
Le propriétaire s'engage à mettre à disposition des lieux décents, conformes à l'usage prévu, à assurer l'entretien des gros équipements et à en assurer une jouissance paisible durant toute la durée de la convention.

9°) Le propriétaire déclare que les locaux sont accessibles aux personnes handicapées conformément aux obligations imposées par la loi relative à l'accessibilité et également conformes à la réglementation incendie.

10°) Le propriétaire déclare faire son affaire personnelle, tant matérielle que financière, de toute mise aux normes du local présentement loué relative à l'accessibilité et à la prévention et la lutte contre les incendies.

ARTICLE 7 : Clause résolutoire

La présente convention d'occupation précaire sera résolue de plein droit, après mise en demeure, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant une durée d'UN (1) mois, en cas de non-exécution de l'une ou l'autre des clauses et conditions stipulées.

ARTICLE 8 : Dépôt de Garantie

Il est expressément convenu entre les parties, qu'aucun dépôt de garantie ne sera versé.

ARTICLE 9 : Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

ARTICLE 10 : Loi applicable et Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

Toute contestation relative à l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution de la présente convention, sera de la compétence exclusive du Tribunal judiciaire d'Arras.

ARTICLE 11 : Code de conduite

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial PAS DE CALAIS HABITAT en application de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial PAS DE CALAIS HABITAT – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code ;

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial PAS DE CALAIS HABITAT exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie sur 5 pages.

Fait à Frévent le en deux exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour le propriétaire,
Représenté par M. Johann DELARCHE
Maire de Frévent
Président du CCAS

Pour l'occupant,
Représenté par M. Frédéric CARIDROIT
Directeur du Territoire

Pas-de-Calais habitat en partenariat avec la commune de Frévent met en place une permanence décentralisée bimensuelle, à destination de nos locataires, mais aussi des demandeurs de logements, afin d'apporter un soutien dans leurs démarches mais aussi pour faciliter tout échange avec les services communaux, dans le respect de la politique de l'Office en faveur des territoires.